

Auto-évaluation du projet de modification simplifiée n°2 du PLU de la commune de Parentignat

(annexe 3 du dossier d'examen au cas par cas ad hoc pour avis conforme défini par l'Arrêté du 26 avril 2022 fixant le contenu du formulaire de demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale pour un document d'urbanisme ou une unité touristique nouvelle dans le cadre de l'examen au cas par cas défini aux articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme)

TABLE DES MATIÈRES

| | | |
|-----|---|----|
| I | Contexte juridique | 3 |
| 1 | Choix de l'examen au cas par cas | 3 |
| 2 | Choix de la procédure de modification simplifiée..... | 3 |
| II | Le projet de modification simplifiée..... | 3 |
| III | Contexte environnemental de la commune | 4 |
| 1 | Espaces agricoles..... | 4 |
| 2 | Relief | 5 |
| 3 | Milieux naturels et biodiversité..... | 6 |
| 4 | Patrimoine bâti..... | 8 |
| 5 | Risques..... | 9 |
| 6 | Eau et assainissement | 16 |
| IV | Analyse des incidences de la modification simplifiée sur l'environnement..... | 17 |
| 1 | Modification des règles relatives à l'implantation, la hauteur et l'aspect extérieur des constructions..... | 17 |
| 2 | Modification des règles relatives aux clôtures | 18 |
| 3 | Modification des règles relatives au stationnement..... | 18 |
| 4 | Suppression du COS suite à la Loi ALUR de 2014..... | 18 |
| 5 | Modification des règles relatives à la gestion des eaux pluviales (SDAGE Loire-Bretagne) 19 | |
| 6 | Ajout de règles concernant les essences végétales..... | 19 |

I CONTEXTE JURIQUE

1 Choix de l'examen au cas par cas

La commune de Parentignat, dispose d'un Plan Local d'Urbanisme, approuvé par délibération en conseil municipal le 2 juin 2009. Le document d'urbanisme n'a fait l'objet d'aucune procédure depuis son approbation.

La présente procédure, prescrite le 4 février 2025 vise à réaliser une modification simplifiée et s'inscrit donc dans le champ d'application des articles L. 153-36 au L. 153-40 et L. 153-45 au L. 153-48.

La procédure est soumise à un examen au Cas par Cas *ad Hoc* (R.104-12) et conformément à l'article R.104-34 du code l'urbanisme, la personne publique responsable doit transmettre à l'autorité environnementale un dossier qui appuie la demande.

2 Choix de la procédure de modification simplifiée

Conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.153-36 et L.153-45, cette procédure :

- Ne porte pas atteinte à l'économie générale du PLU en vigueur : elle n'est pas de nature à remettre en cause les intentions et objectifs du PADD du Plan Local d'Urbanisme et en particulier, elle ne modifie pas les grands équilibres du territoire communal, notamment celui entre les zones naturelles, les zones agricoles et les zones d'urbanisations ;
- Ne concerne que la modification du règlement écrit ;
- Ne remet pas en cause le principe de gestion économique des sols ;
- Ne porte atteinte ni à l'agriculture, ni à l'intérêt des sites et des paysages ;
- Ne comporte pas de graves risques de nuisance ;
- N'impacte pas les sites Natura 2000 les plus proches.

II LE PROJET DE MODIFICATION SIMPLIFIÉE

La procédure de modification simplifiée a pour objectif d'adapter les règles du règlement écrit du PLU de la commune de Parentignat approuvé le 2 juin 2009.

Les modifications apportées au règlement écrit sont identiques à toutes les zones pour les dispositions en lien avec :

- L'autorisation de la reconstruction à l'identique des bâtiments suite à un sinistre de moins de 10 ans, hormis s'il s'agit d'une destruction suite à une inondation dans les zones concernées par le PPRi du Val d'Allier Issoirien. Cette disposition permet de mettre en place des mesures de précautions afin de diminuer le risque ;
- La gestion des eaux pluviales, afin de mettre en adéquation avec les objectifs identifiés dans le SDAGE, notamment pour favoriser l'infiltration des eaux pluviales à la parcelle et fixé un débit de fuite maximal à 3l/s/ha ;
- La mise en place d'une palette végétale, préconisation d'essences locales à favoriser et mise en place d'une liste d'essences interdites, notamment en lien avec la sécurité des biens et des personnes, les risques sanitaires tels que le risque d'allergie et de qualité phytosanitaire des arbres. Cette palette est complétée par des dispositions spécifiques à la gestion et la mise en place de haies ;

Les zones Ud, Ug, A et N sont modifiées afin de prendre en compte les éléments suivants :

- Les dispositions relatives aux conditions d'occupations du sol et plus précisément celles en lien avec les constructions (implantation, hauteur, aspect extérieur, clôtures)

ainsi que celles en lien avec le stationnement (limitation du stationnement sur les voies publiques et végétalisation) ;

- L'autorisation/encadrement de panneaux photovoltaïques sous conditions (en toiture, en façade et au sol) ;
- En zone A et N, la modification simplifiée autorise les extensions et les annexes pour les bâtiments existants, afin de permettre le développement des habitations de façon régulée et donc de préserver les espaces agricoles et naturels de qualité.

La zone 2AUg est une zone insuffisamment équipée pour permettre une utilisation immédiate, mais dont l'urbanisation sous forme résidentielle est tout de même permise dans les conditions fixées par le règlement.

L'ouverture à l'urbanisation est conditionnée à la réalisation d'opérations d'ensemble portant sur une superficie minimale de 2 hectares.

Elle est destinée à devenir une zone de type Ug, le règlement est donc adapté afin d'être identique à celui de la zone Ug.

Les modifications sont visibles dans le règlement écrit, avec en rouge les ajouts faits aux dispositions existantes et en rouge barré les suppressions envisagées.

III CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL DE LA COMMUNE

Afin de déterminer les potentielles incidences de la modification simplifiée du PLU sur l'environnement, il est nécessaire de réaliser un état initial de l'environnement.

1 *Espaces agricoles*

Les espaces agricoles représentent la grande majorité du territoire communal, 28,48 ha soit environ 7,68 % du territoire. Il s'agit principalement d'exploitation agricole en grandes cultures, (céréales/oléagineux) avec une Surface agricole utile de 211 ha. Quatre exploitations sont présentes sur la commune.

La SAU a augmenté de 45,5 ha entre 2010 et 2020.

Une grande partie de la surface agricole est classée en zone naturelle au PLU, notamment en raison de la présence d'enjeux environnementaux importants (périmètre ZNIEFF II).

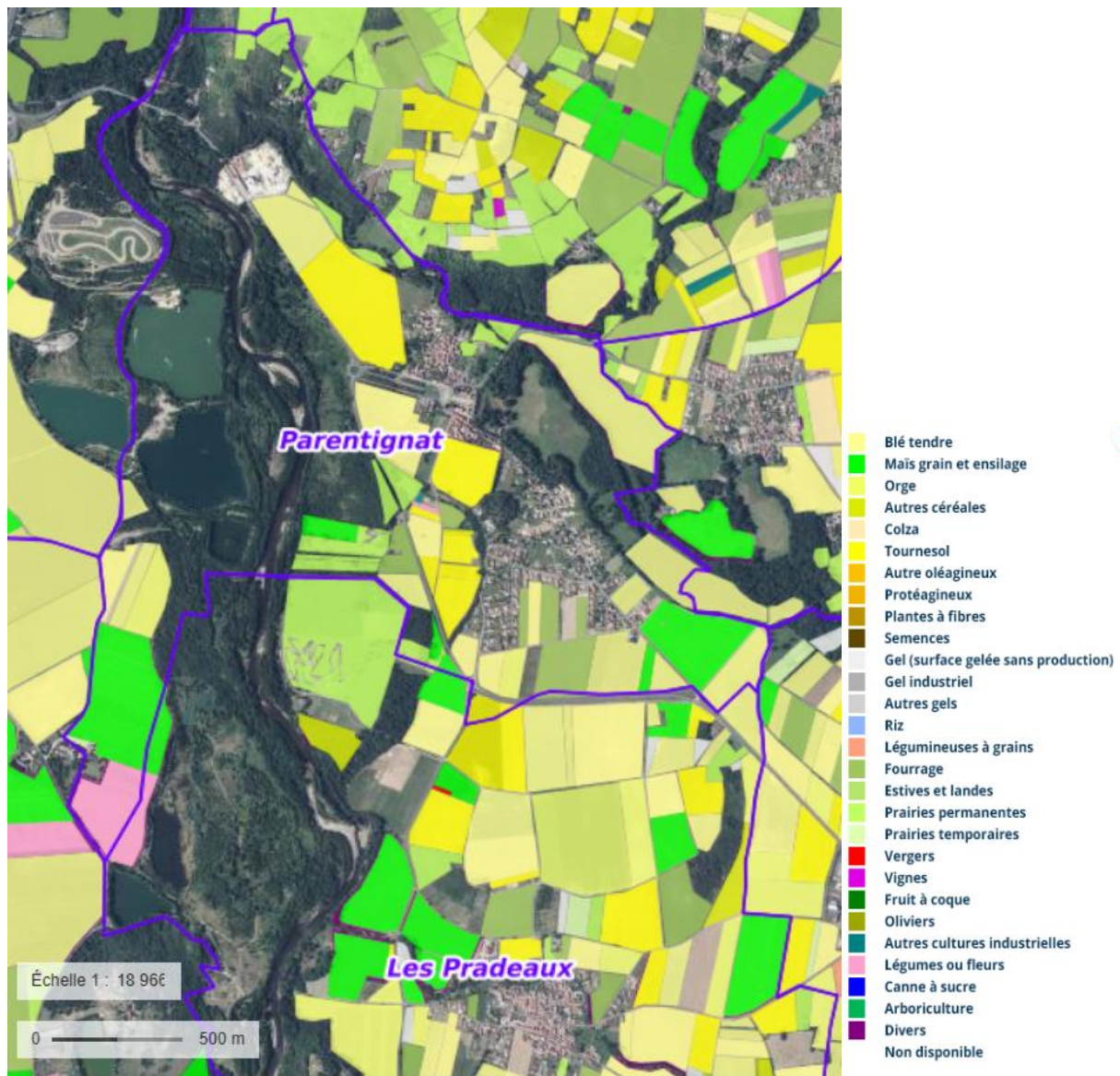


Figure 1 Registre parcellaire graphique 2023 (IGN)

La commune de Parentignat est par ailleurs située sur le territoire de trois AOC (Appellation d'Origine Contrôlée) et de deux IGP (Indication Géographique Protégée) :

- AOC Bleu d'Auvergne ;
- AOC Cantal ;
- AOC Saint-Nectaire ;
- IGP Porc d'Auvergne ;
- IGP Volailles d'Auvergne.

2 Relief

La commune de Parentignat est relativement plane. Le point culminant se situe au Nord de la commune à une hauteur d'environ 460 m d'altitude.

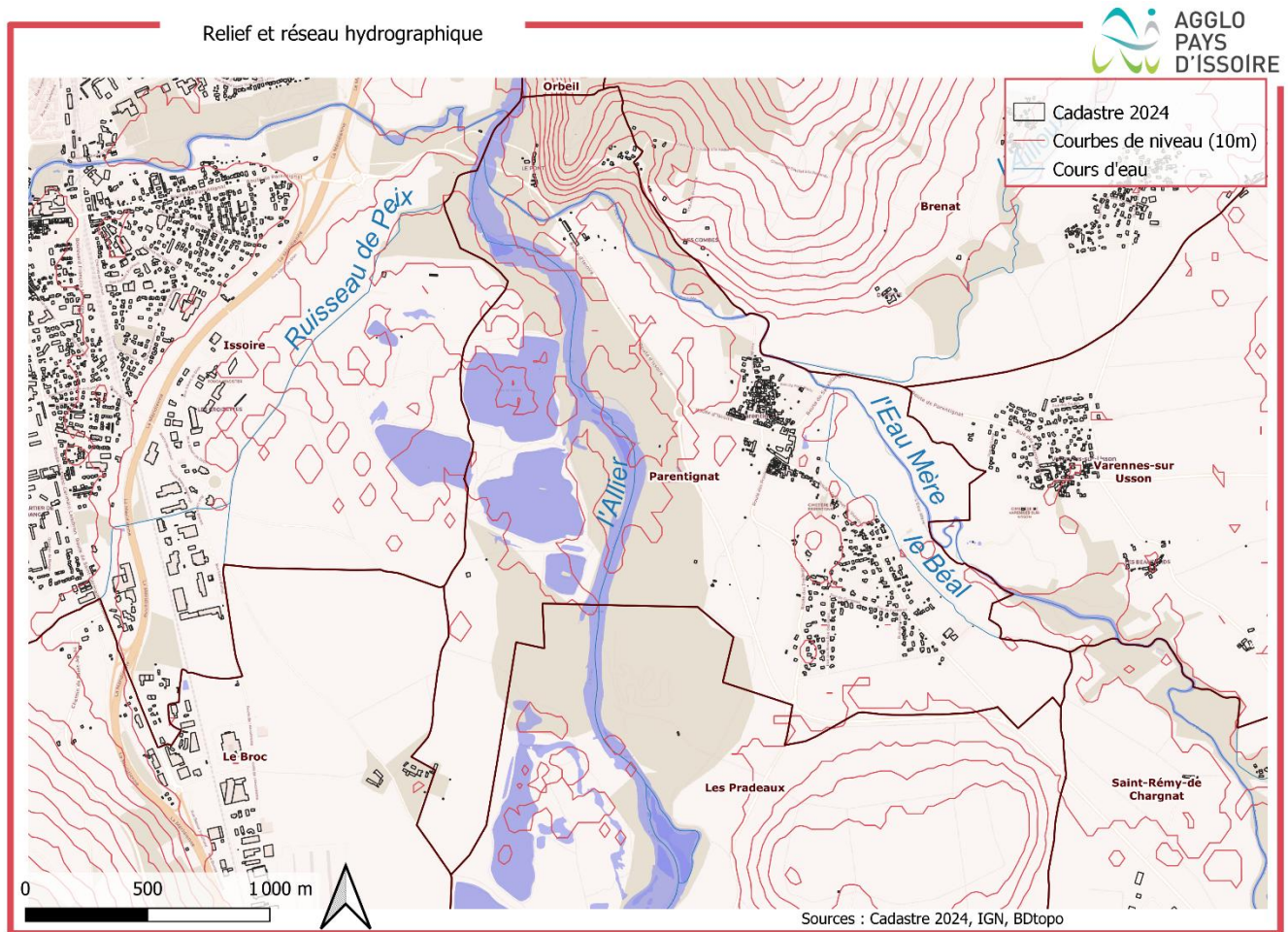


Figure 2 Relief et réseau hydrographique

Le réseau hydrographique de la commune se compose de rivières (dont principalement l'Allier et l'Eau Mère) et de lacs artificiels, qui sont d'anciennes gravières.

3 Milieux naturels et biodiversité

3.1 Zones Natura 2000 et ZNIEFF

La commune est concernée par un périmètre relevant de la Directive européenne « Habitats, Faune et Flore » du réseau Natura 2000. Le site Natura 2000 FR 830 1038 "Val d'Allier-Alagnon" correspond au tracé de la rivière Allier. Plusieurs espèces d'intérêt communautaire inscrit à la directive habitat sont présentes dans la zone Natura 2000. On retrouve par exemple :

- Des mammifères comme le castor, la loutre et des rhinolophes ;
- Des reptiles et des amphibiens comme la Cistude d'Europe et le Triton crêté ;
- Des poissons comme le Saumon Atlantique, la Grande alose et le Chabot ;
- Des insectes comme l'Agrion de mercure et la Cordulie à corps fin.



Agrion de mercure



Loutre d'Europe



Cistude d'Europe

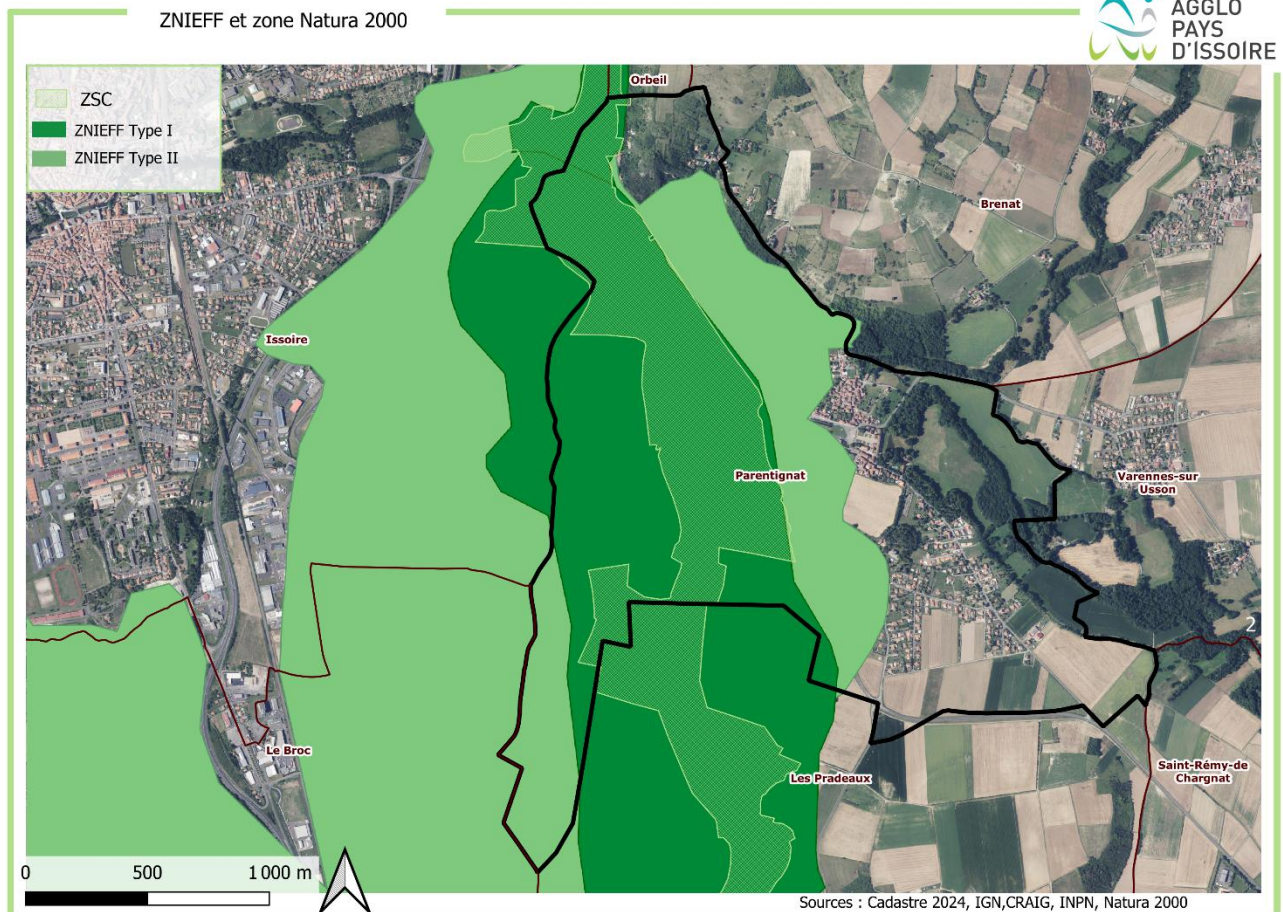


Figure 3 Milieux naturels protégés

Le document d'objectifs associé présente les principales orientations du site qui sont :

- Préserver les grèves exondées et la végétation annuelle ;
- Préserver les habitats de boires closes ;
- Préserver les forêts alluviales à bois tendre et à bois dur ;
- Préserver les milieux salés et autres habitats d'intérêt communautaire (et habitats d'espèces) ;
- Préserver l'habitat du Castor d'Europe (ressources alimentaires et libre circulation) ;
- Conserver des habitats attractifs pour la Loutre ;
- Préserver l'habitat des chauves-souris ;
- Maintenir un habitat favorable aux poissons ;
- Maintenir la libre circulation des poissons migrateurs (Saumon atlantique, Lamproie marine, Grande Alose) ;

- Maintien de l'habitat de la Bouvière ;
- Préserver les habitats favorables aux libellules ;
- Préserver les milieux favorables au Cuivré des marais.

Les ZNIEFF présentes sur les territoires communaux sont :

- Type I : Val d'Allier du pont de Parentignat à Brassac-les-Mines
- Type II : lit majeur de l'Allier moyen

4 Patrimoine bâti

Le château de Parentignat est un monument historique depuis juin 1972 et un site inscrit depuis 1951, et engendre un périmètre de protection de ses abords. La commune est également concernée par le château de Lavour au Broc, classé en 1995, dont le périmètre impacte le sud de Parentignat.

Au nord, le pont suspendu de Parentignat possède une protection des abords qui recoupe également Issoire et la commune d'Orbeil.

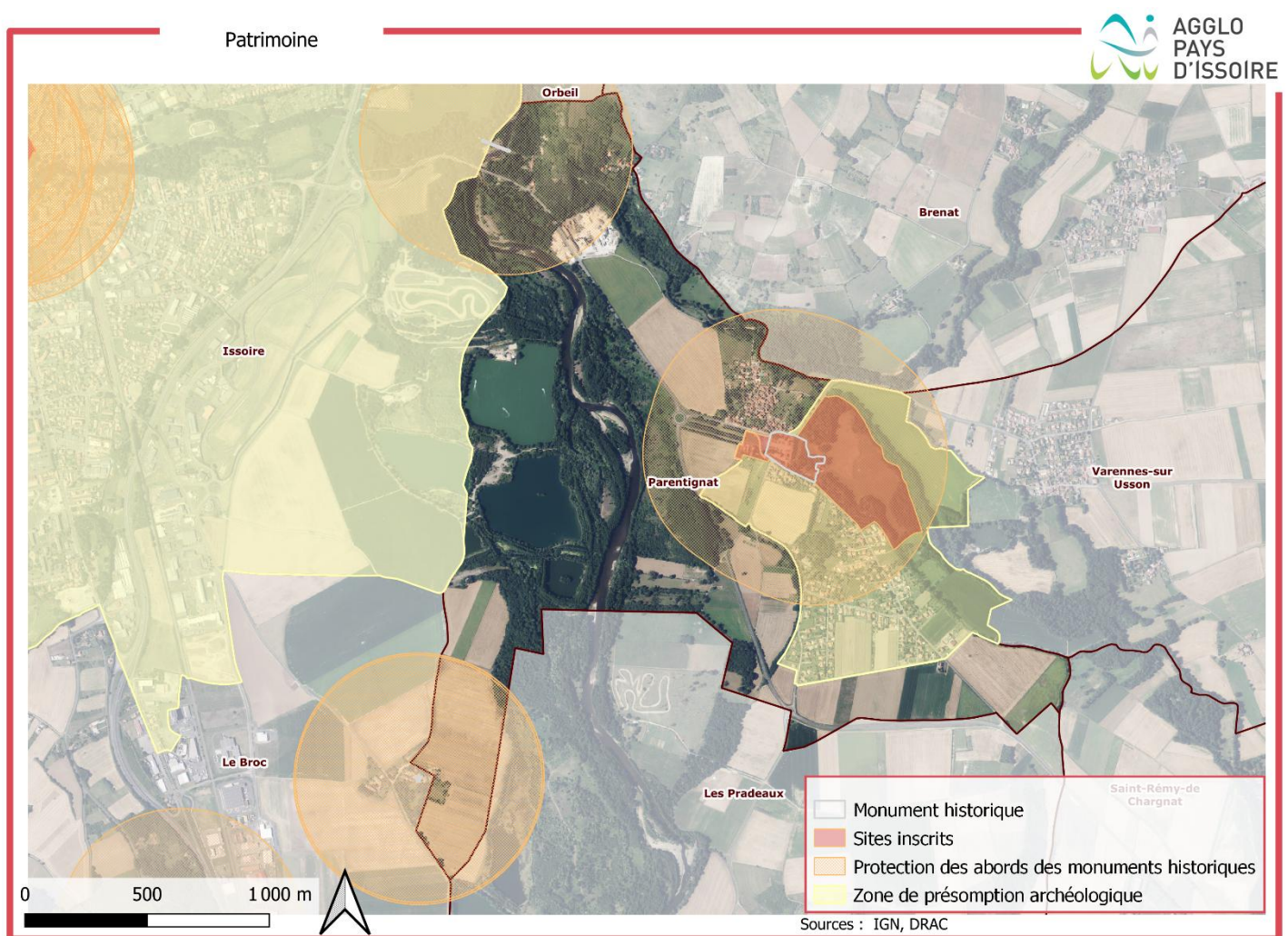


Figure 4 Patrimoine communale

Le quart sud-est de la commune se trouve dans la zone de présomption archéologique avec un seuil de 1000m².

5 Risques

Plusieurs types de risques sont identifiés sur la commune, des risques naturels, technologiques et des risques sanitaires.

5.1 Les risques naturels

- Risque inondation

La majorité du sol qui recouvre la commune est du fluvisol, ce qui correspond à un sol peu évolué provenant d'alluvions. Il s'agit donc d'un sol composé d'argiles, de limons et de sables. Ce type de sol est principalement situé sur le lit actuel ou anciennes rivières et possède donc plus ou moins d'éléments grossiers (galets, cailloux). Ces sols sont généralement inondables en cas de crues.

Le brunisols est également présent sur la commune. Il s'agit d'un sol peu évolué, il est marqué par une forte porosité et est peu différencié.

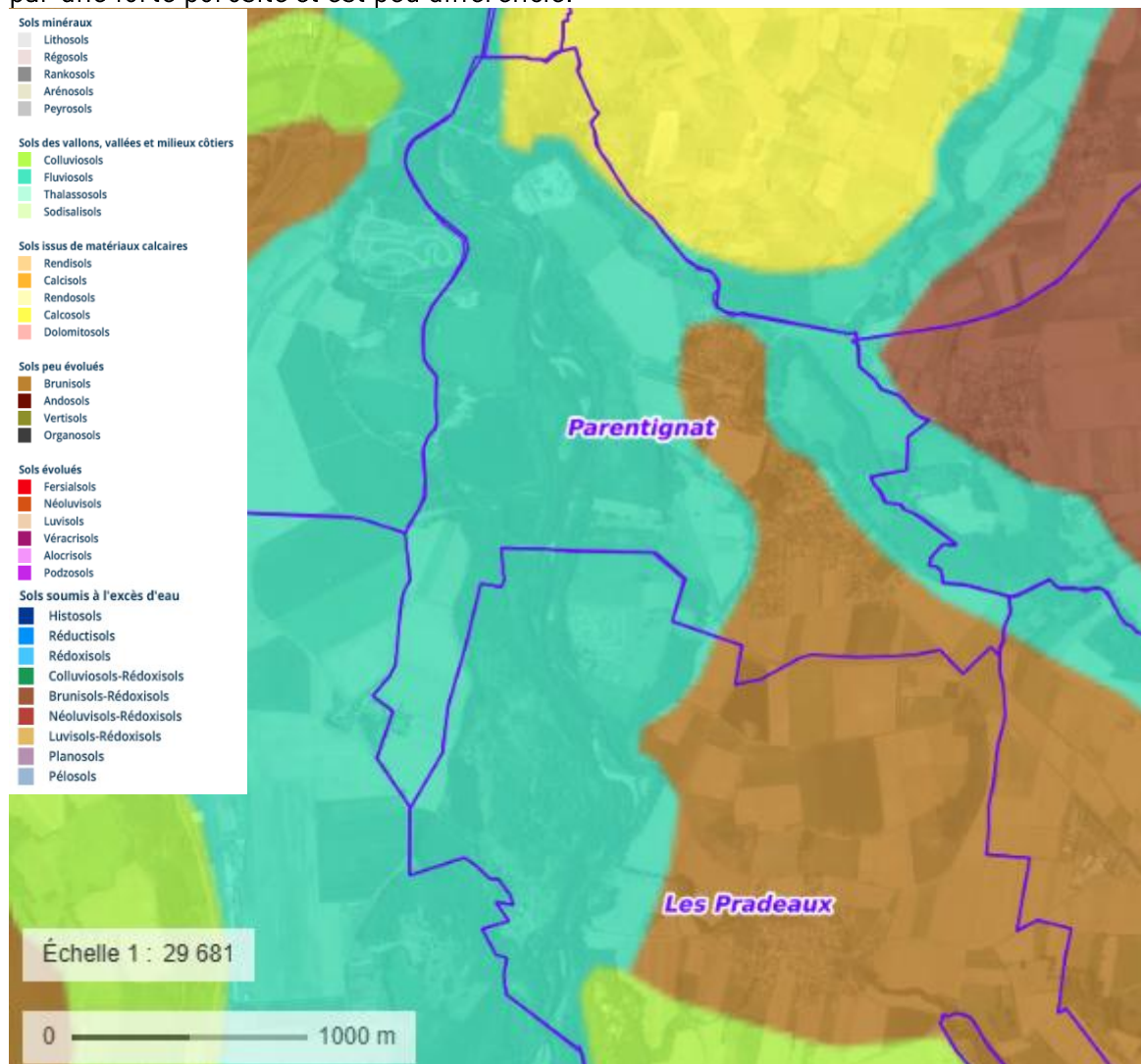


Figure 5 carte pédologique

Comme dit précédemment, la commune est située sur un ancien lit de rivière, elle est donc sujet au risque inondation, notamment en cas de crues. Le risque inondation est précisé par le PPRi Val d'Allier Issoirien approuvé le 13 juin 2018.

Dans son Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM), la préfecture a classé la commune de Parentignat à risque pour les aléas et sous aléas Inondation par ruissellement et coulée de boue ainsi que par une crue à débordement lent de cours d'eau.

Par ailleurs, une zone inondable hors PPR est identifiée autour de l'Eau mère par une étude réalisée en 2009 par la DDT du Puy-de-Dôme.

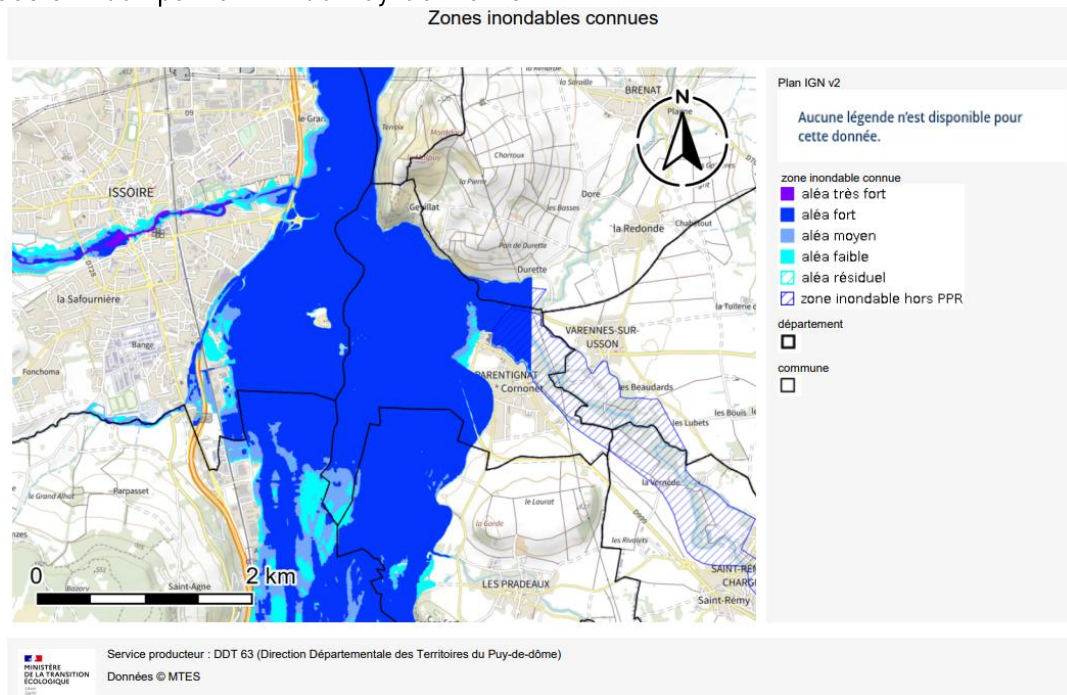
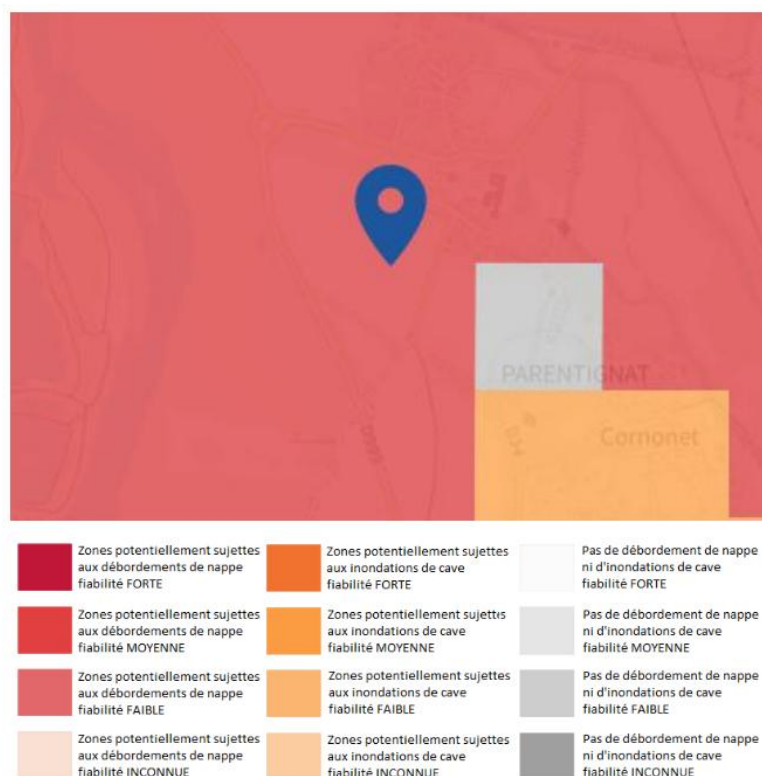


Figure 6 PPRi Val d'Allier Issoirien

La commune de Parentignat est également sujette aux débordements de nappe- fiabilité moyenne d'après le site de Géorisque.

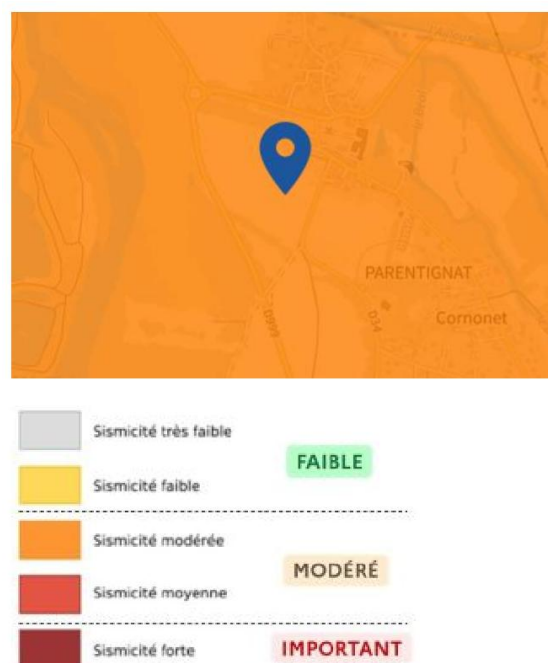
Figure 7 Remontée de nappes – source : Géorisque



- Risque de séisme

La commune est légèrement concernée par le risque de séisme : sismicité modérée. Par conséquent, des obligations en cas de travaux ou de construction sont liées à prévenir le risque sismique.

Figure 8 Risque de séisme modéré – source : Géorisque



- Risque glissement de terrain – existant

D'après Géorisque, la commune de Parentignat est concernée par un risque de glissement de terrain. En effet, le Dossier départemental des risques majeurs (DDRM) a classé cette commune à risque mouvement de terrain, plus particulièrement glissement de terrain. Par ailleurs, 1 mouvement de terrain a été classé en tant que catastrophe naturelle en 1999.

- Risque de retrait gonflement des argiles

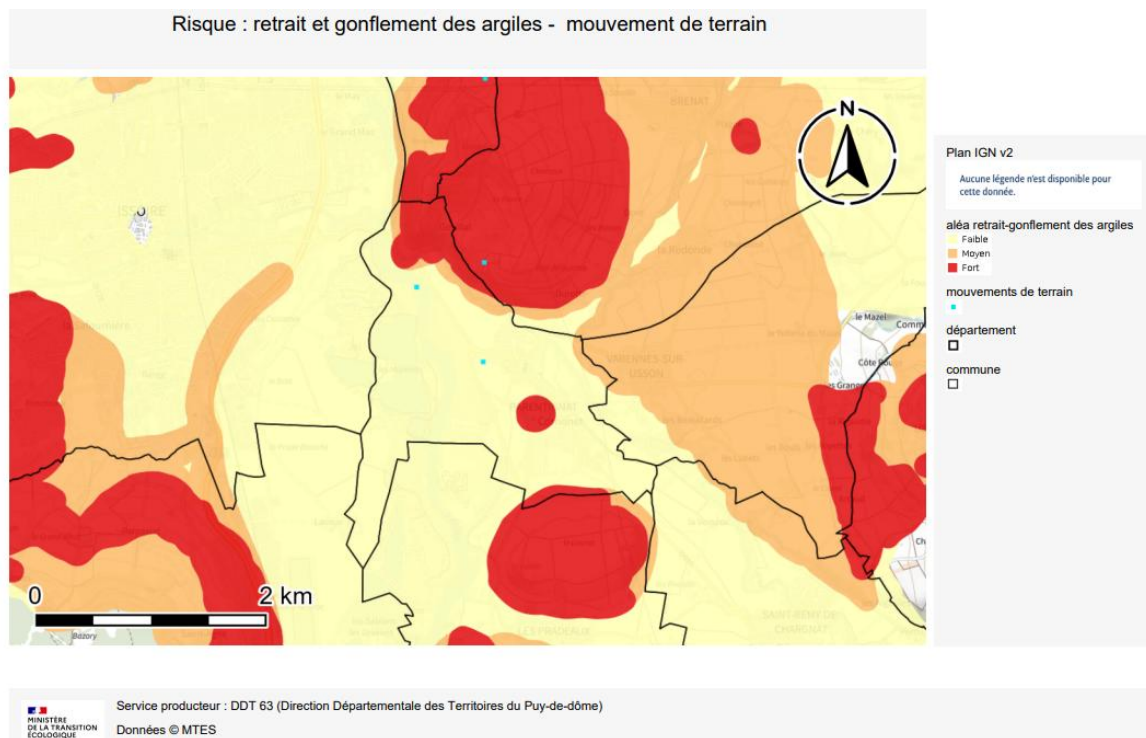


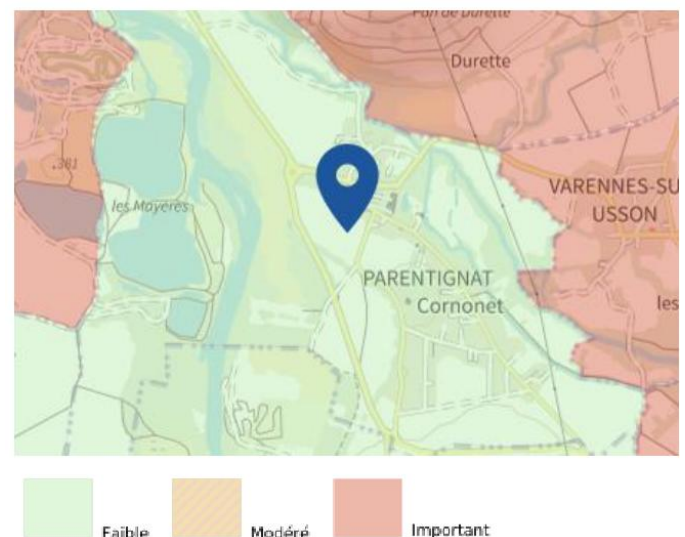
Figure 9 Carte du risque de retrait et gonflement des argiles

Les sols étant peu argileux, le risque de retrait et gonflement des argiles est faible, bien que présent de façon localisée sur la partie Nord de la commune et au Sud du Bourg.

- Risque de radon - faible

La commune n'est que très peu concernée par le risque radon lié à ce gaz radioactif naturel – risque faible.

Figure 10 Risque Radon Faible



5.2 Risque technologique

D'après le site Géorisque, la commune de Parentignat est concernée par 3 types de risque technologique :

- Installations industrielles classées (ICPE) ;
- Pollution des sols ;
- rupture de barrage.

Toutefois, la présente modification simplifiée du PLU n'a pas d'impact sur ces risques puisque les modifications envisagées au règlement écrit ne remettent pas en cause les risques ci-dessous.

- 1 Entreprise classée en installation classée pour l'environnement (ICPE)

L'ancienne entreprise BGC (Béton Granulats du Centre) installée à l'adresse Le Pont à Parentignat était classée comme ICPE (non SEVESO). Aujourd'hui nommée Laroche Bétons, cette entreprise dont l'activité principale est la production, le transport et le commerce de béton prêt à l'emploi et de tous matériaux et matériels se rapportant à sa fabrication, est toujours en activité, éloignée du centre bourg communal.

| | |
|---|------------------------------------|
| BGC (1) | |
| 📍 Le Pont , 63500 Parentignat | |
| Numéro d'établissement : 0005601641 | SIRET : 43522800200026 |
| Activité principale : Non renseigné | État d'activité : Non renseigné |
| Régime en vigueur de l'établissement (2): Autres régimes | Priorité nationale : Non |
| Statut SEVESO : Non renseigné | IED - MTD : Non |

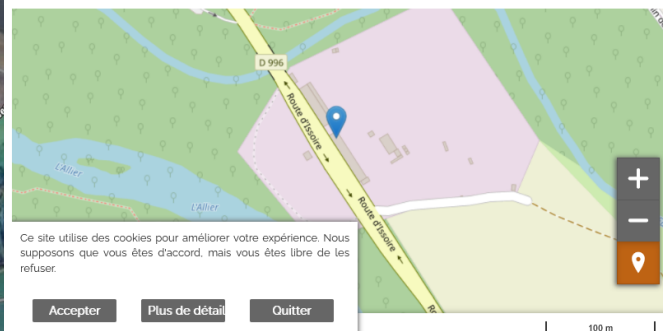
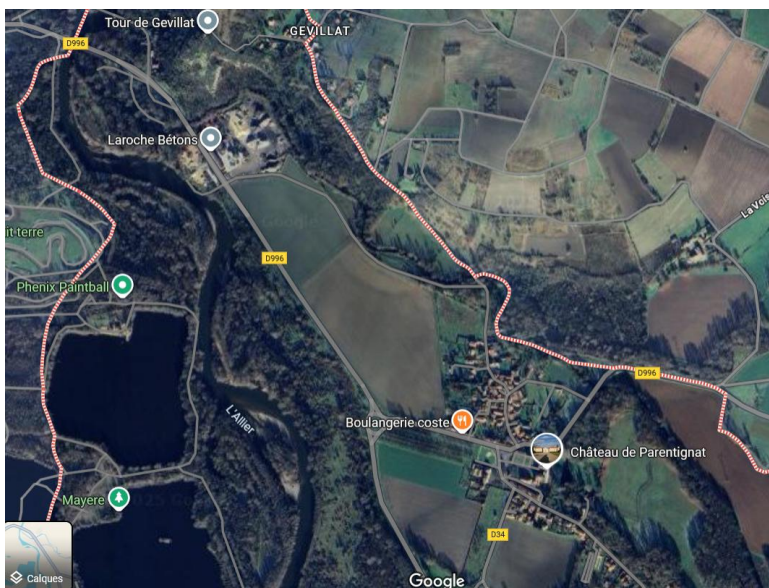


Figure 11 ICPE – extrait Géorisque

- 2 sites pollués ou potentiellement pollués

Géorisque identifie 2 sites potentiellement pollués : un dépôt de déchet (situé à l'Est du Bourg) et une ancienne station du Bourg aujourd'hui en arrêt (à l'Ouest).

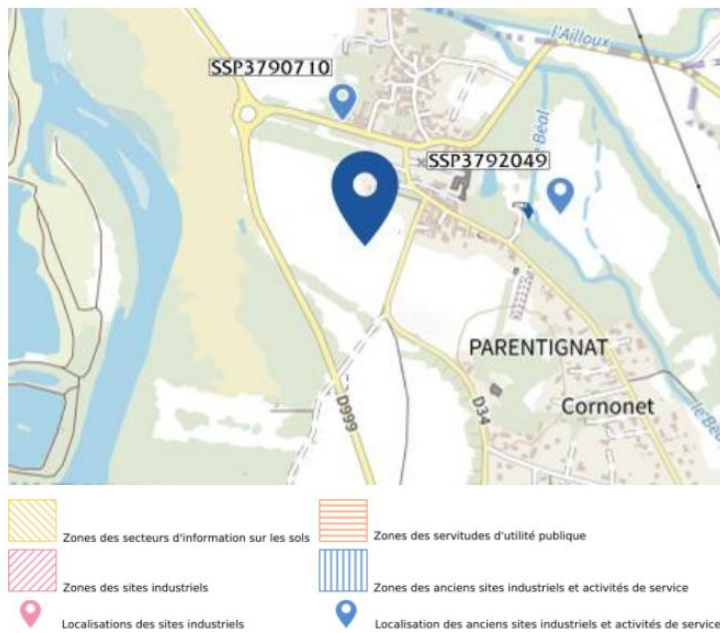


Figure 12 Pollution des sols – 2 sites identifiés

- Risque rupture de barrage

Le DDRM a classé la commune de Parentignat, comme 69 autres communes du département, à risque rupture de barrage car concernée par une onde de submersion PPI.

Dans le Département du Puy de Dôme, 1 seule rupture partielle a été enregistrée en 2015 : « une vanne du barrage de la Bourboule a cédé et laissé passer des tonnes de boues qui avaient portées atteintes aux écosystèmes de la Dordogne entre ce barrage et celui de Bort les Orgues »¹.

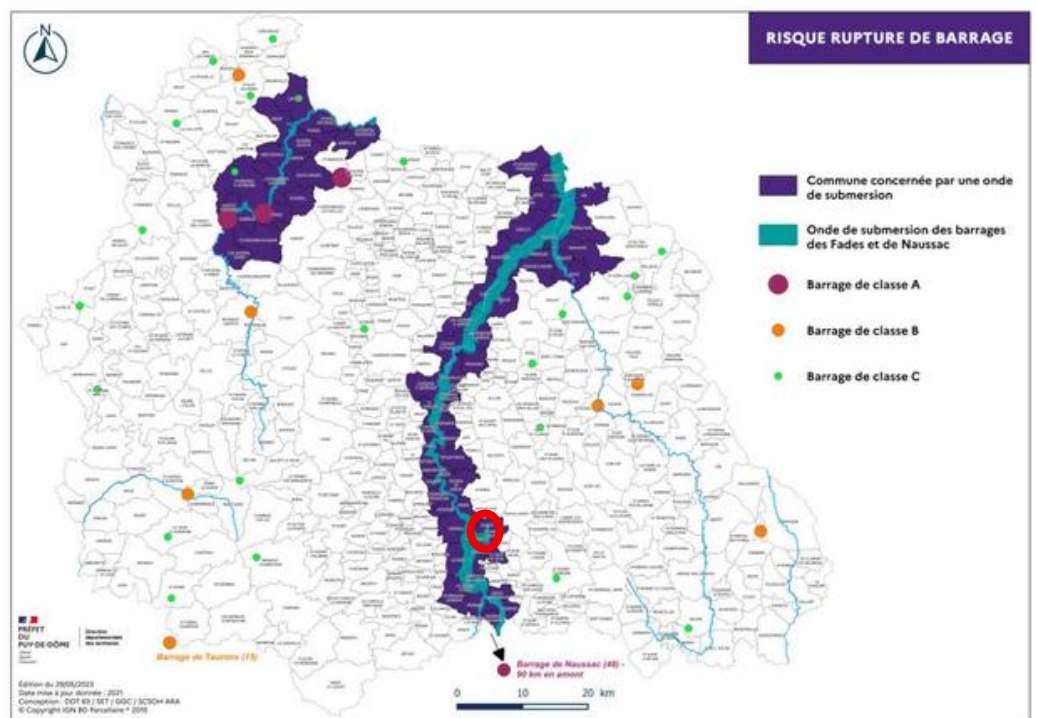


Figure 13 Extrait DDRM 63 risque rupture de barrage

¹ Extrait DDRM page 185 Risque rupture de barrage.

5.3 Risque sanitaire

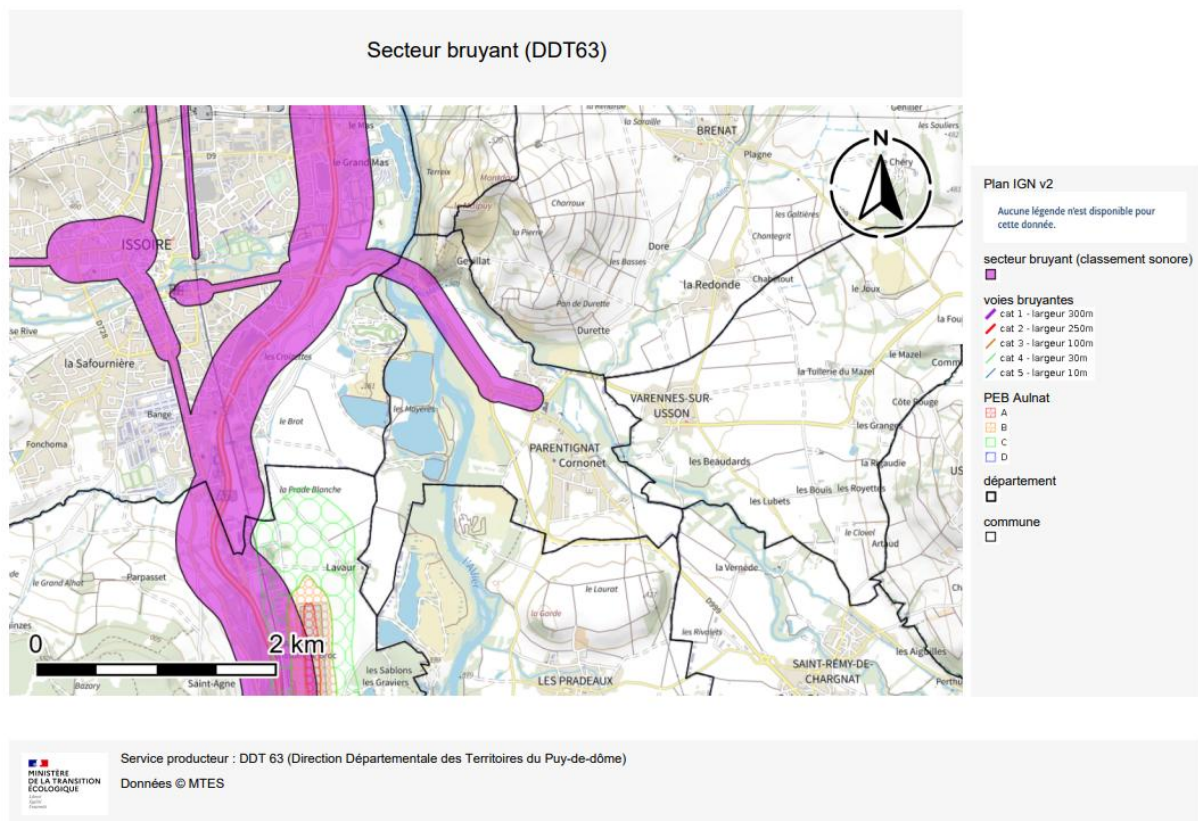


Figure 14 Identification des secteurs de routes bruyantes

La route d'Issoire (D996) est identifiée comme une route bruyante, la construction d'habitations est donc à limiter afin de ne pas augmenter le risque sanitaire.

6 Eau et assainissement

L'assainissement collectif de la commune relève de la compétence de l'Agglo Pays d'Issoire qui collecte les eaux usées mais aussi du SIA des Boutayres qui gère le transport et la dépollution. Le Syndicat mixte de l'eau de la région d'Issoire (SME) gère l'eau potable et l'assainissement non collectif.

La station d'épuration de Varennes-sur-Usson, d'une capacité nominale de 1 000 EH, et d'une capacité maximale en entrée 832 EH, est conforme et permet de répondre aux besoins des communes de Brenat, Varennes-sur-Usson et Parentignat.

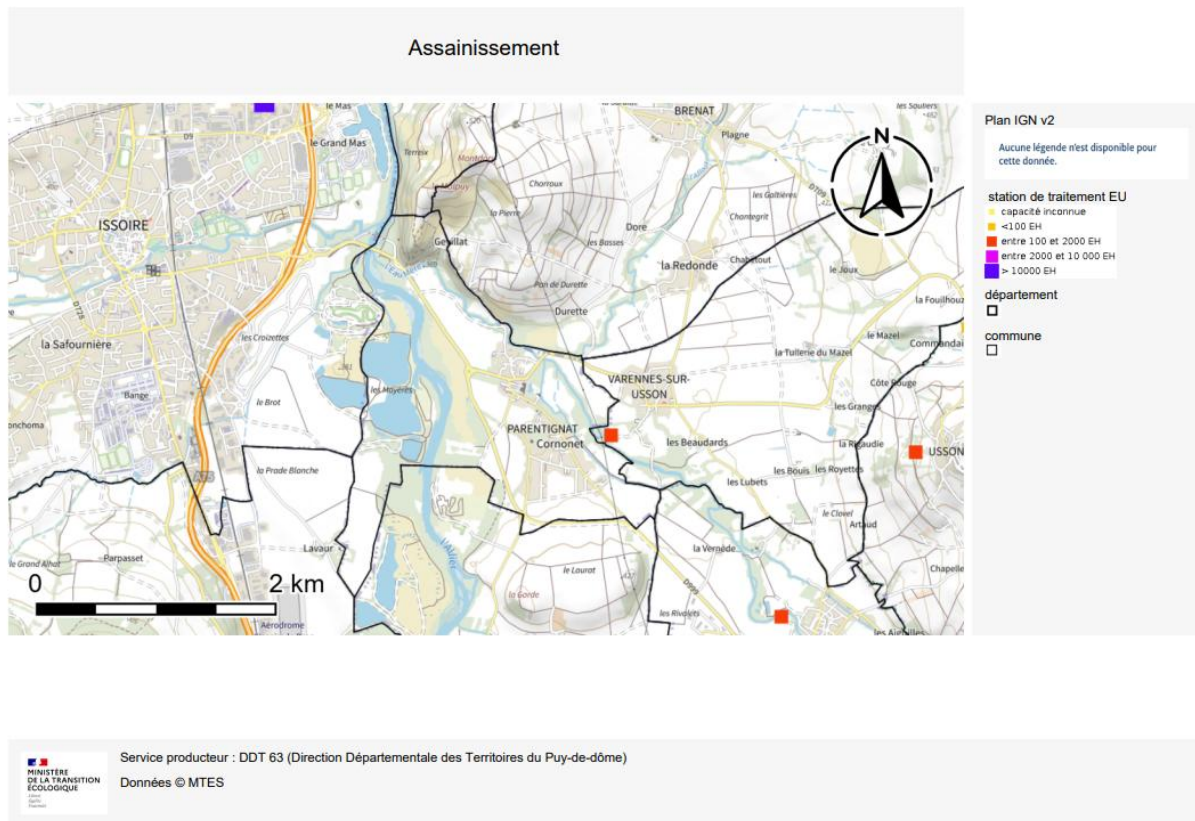


Figure 15 Localisation de la station de traitement des eaux usées

IV ANALYSE DES INCIDENCES DE LA MODIFICATION SIMPLIFIÉE SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour rappel la modification simplifiée a pour objectifs de modifier :

- Les règles relatives à l'implantation, la hauteur et l'aspect extérieur des constructions ;
- Les règles relatives aux clôtures et au stationnement ;
- Les règles de constructibilités en zone A et N ;
- La suppression du COS suite à la loi ALUR de mars 2014 ;
- Ajout de règles concernant la gestion des eaux pluviales pour la prise en compte du SDAGE Loire Bretagne 2022-2027 ;
- Ajout de règles concernant les végétaux à privilégier (non allergènes et autochtones).

1 Modification des règles relatives à l'implantation, la hauteur et l'aspect extérieur des constructions

Les modifications sont consultables en détail dans le dossier de modification simplifiée joint à la demande d'examen au cas par cas.

En zone urbaine et à urbaniser :

La réglementation modifiée n'a que très peu de d'impact sur l'environnement du fait de la densité urbaine et de l'imperméabilisation déjà présente. De plus, elle n'a pas pour effet de créer de nouveaux logements. Les principales modifications projetées en zone U et AU concernent l'implantation, la hauteur et l'aspect extérieur des constructions. L'objectif étant également de prendre en compte les nouvelles dispositions en matière de gestion des eaux pluviales et d'ajouter une liste de végétaux à privilégier, permettant ainsi de sensibiliser les habitants et acteurs à la renaturation et diminution de l'artificialisation des sols.

En zone agricole :

L'implantation des annexes est libre pour les logements existants ou pour les logements de fonction des agriculteurs en capacité de prouver la nécessité et le lien avec son activité agricole.

Les hauteurs des constructions en zone A et N du PLU sont diminuées et donc conjointement l'impact sur l'environnement.

Les autres dispositions concernent l'esthétisme des bâtiments et n'ont donc pas de réel impact.

Sont autorisés dans toutes les zones, les panneaux photovoltaïques insérés dans la pente du toit, en surimposition ou en façade (à l'exception de la zone naturelle), pour répondre à la volonté communale de développer les énergies renouvelables.

Il y a au total 5 logements (4 en zone naturelle et 1 en zone agricole), la consommation foncière liée aux potentielles extensions et annexes est donc limitée.

2 Modification des règles relatives aux clôtures

En zone urbaine et à urbaniser :

La hauteur maximale des clôtures est limitée à 2m, et celles-ci ont la possibilité d'être doublée d'une haie, ce qui permet de participer à la nature en ville et la préservation de la nature ordinaire, pilier de la biodiversité en ville.

En zone agricole et naturelle :

La hauteur des clôtures est limitée à 2m et celles-ci ont l'obligation d'être soit une haie, soit un simple grillage doublé d'une haie vive, favorisant la trame verte au sein des espaces agricoles et naturels.

3 Modification des règles relatives au stationnement

En zone urbaine et à urbaniser :

Le stationnement est conditionné à la surface de plancher des logements, cette mesure est adaptée aux communes rurales, la voiture restant le mode de transport le plus présent. Cette modification a surtout pour objectif de préciser que le stationnement des véhicules doit être assuré en dehors des voies publiques ou de desserte collective, et correspondre aux besoins de l'opération pour éviter les véhicules sur voie publique. Aussi, cette modification n'aggrave pas les impacts par rapport au PLU en vigueur sur les milieux mais encadre de manière plus maîtrisée la gestion des véhicules.

En zone agricole et naturelle :

Le stationnement doit correspondre au besoin de l'opération et devra se faire en dehors des voies publiques ou de desserte collective. Bien que peu restrictive, ces règles sont renforcées par rapport au PLU en vigueur.

4 Suppression du COS suite à la Loi ALUR de 2014

Cette modification n'a pas d'impact sur l'environnement et est uniquement une application de la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové du 24 mars 2014.

5 Modification des règles relatives à la gestion des eaux pluviales (SDAGE Loire-Bretagne)

Afin d'être compatible avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Loire-Bretagne, document supra-communal, la procédure prévoit l'intégration des règles prévues concernant la gestion des eaux pluviales. Ceci permettant également une meilleure gestion des eaux pluviales et ne plus favoriser la collecte via le réseau collecteur qui, en termes de traitement des eaux, peu facilement saturer en cas de forts orages.

6 Ajout de règles concernant les essences végétales

Dans le cadre de l'amélioration du cadre de vie des habitants (allergènes), la préservation de la biodiversité locale (interdiction d'utiliser des espèces exogènes) et en accord avec le DOCOB, la modification simplifiée prévoit une palette végétale d'espèces endémiques à utiliser dans le cadre de projet d'aménagement et de construction.

Cette palette est non exhaustive et applicable à toutes les zones du PLU en vigueur.

La palette retenue est la suivante :

Article Nh-13 : ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS, ESPACES BOISES CLASSES

~~Il n'est pas fixé de règle.~~

- Sont autorisées uniquement les haies à au moins trois espèces différentes (les haies monospécifiques d'essences exogènes, et haies dominées à plus de 50 % par une espèce sont à proscrire) dont une espèce sempervirente (toujours verte : feuillus ou conifères endogènes).

Sont recommandées les essences végétales suivantes :

- Essences d'arbustes préconisées pour la constitution des haies : Charmille, Cornouiller mâle, Cornouiller sanguin, Noisetier, Troène de Chine, Chèvrefeuille de haie, Nerprun, Rosier à feuilles rouges, Sureau commun, Viorne lantane, Viorne à fleurs ;
- Essences d'arbres préconisées pour les limites séparatives : Erable champêtre, Cornouiller mâle, Cornouiller sanguin, Noisetier, Bouleau commun, Bouleau blanc, Charme commun, Charme feuille de chêne, Arbre de Judée, Aubépine greffée, Frênes à fleurs, Savonnier paniculée, Charme houblon, Merisier commun, Sorbier des oiseleurs, Alisier blanc, Tilleul des bois ;
- Essences d'arbres et arbustes préconisées pour les haies agricoles : Erable champêtre, Cornouiller mâle, Cornouiller sanguin, Prunier myrobolan, Nerprun, Viorne lantane.

Sont interdites :

- Toutes espèces non locales comme les espèces de conifères tels que les thuyas, le cyprès de l'Arizona..., les lauriers-cerises et les lauriers-sauces

Cette palette est issue d'une liste établie par le PNR du Livradois-Forez, limitrophe de la commune.

V CONCLUSION

La modification simplifiée du PLU de la commune de Parentignat a, pour rappel, pour objectifs d'adapter les règles du règlement écrit. Des changements sont apportés à toutes les zones du PLU et concernent les caractéristiques des constructions, les clôtures, le stationnement et les autorisations en termes de panneaux photovoltaïques. La mise en compatibilité avec le

document supra-communaux (SDAGE) fait également partie des éléments clefs de la procédure.

Elle n'a pas pour vocation de permettre la création de nouveau logement en dehors des zones urbaines et à urbaniser déjà définies et n'a donc pas d'incidence sur la capacité de traitement des eaux usées par la station d'épuration de Varennes-sur-Usson. Cette dernière sera donc parfaitement en mesure d'assurer les flux entrants et sortant de manière optimale.

La commune est confrontée à des enjeux environnementaux importants, notamment en lien avec la présence de la rivière Allier, qui engendre des périmètres de protection (Natura 2000, ZNIEFF, etc...). Nonobstant, cette procédure étant légère, et au regard des modifications apportées, les impacts sur ces enjeux peuvent être considérés comme faibles.